

qu'un seul paragraphe. Le premier ministre disait, et je cite:

C'est pourquoi le gouvernement est décidé à investir \$40 millions, d'ici cinq ans, dans les travaux de recherche et de mise en valeur des sables bitumineux de l'Alberta; c'est aussi pourquoi il est disposé à investir du capital-actions dans les entreprises qui assureront l'extraction du pétrole de ces sables, ainsi que dans celles qui feront de même dans l'Arctique et dans les territoires marins du pays, par le truchement de la nouvelle société nationale des pétroles.

La nouvelle société nationale des pétroles n'a aucun moyen financier. Et pour lui en procurer, il faudra que le gouvernement lui en trouve quelque part. Le premier ministre dit que le gouvernement achètera des actions dans ces compagnies, dans ces développements financiers. Pour acheter des actions, il faudra des capitaux, et le premier ministre fera comme d'habitude: il essaiera de vendre des actions sur le marché canadien pour aller chercher toute l'épargne des contribuables, afin de le remettre à l'État, qui peut trouver d'autres sources d'approvisionnement en capitaux.

Quand l'État prend toute l'épargne disponible, il n'en reste plus pour la construction des industries et le développement économique des Canadiens. Tous les gouvernements, tant provinciaux que fédéral, ou municipaux s'emparent des épargnes du peuple et les investissent à long terme dans des projets comme ceux que l'on vient d'énumérer, alors que les Canadiens manquent de capitaux. Les capitaux n'existent plus. Il n'y a plus personne qui peut développer, sinon la Banque d'expansion industrielle qui exploite les Canadiens, les industriels et les hommes d'affaires en leur accordant des prêts à des taux d'intérêt usuraires.

Monsieur le président, je continue la citation:

Parmi les cinq grands volets de cette nouvelle politique nationale du pétrole, dont on trouvera ailleurs le détail, la construction d'un oléoduc en direction de Montréal est peut-être le volet le moins spectaculaire, puisque la décision de principe a été annoncée il y a près de trois mois; mais, au dire de M. Trudeau, c'est «de très loin la plus urgente des mesures indispensables à la réalisation de nos objectifs nationaux.»

Monsieur le président, nous sommes tous d'accord sur ce point. Et cet oléoduc aurait dû être construit depuis longtemps. Mais nous savons encore que ce qui est plus important, c'est de trouver les moyens financiers pour le construire. Si nous ne faisons pas cela, nous allons le construire au détriment des Canadiens, et nous allons endetter, hypothéquer non seulement la génération d'aujourd'hui, mais les générations futures, ce que nous n'avons pas le droit de faire.

Je continue donc la citation:

Sans cet oléoduc, de poursuivre le premier ministre, l'Est du pays ne sera jamais certain de pouvoir couvrir ses besoins si, d'aventure, les approvisionnements en provenance d'outre-mer devaient cesser.

De plus, sans cet oléoduc, le gouvernement ne saurait garantir que le marché canadien du pétrole sera suffisant pour permettre la mise en valeur des sables bitumineux et les autres sources canadiennes d'approvisionnement.

Nous savons tous, monsieur le président, que cela nécessitera encore une fois des milliards de dollars et ces milliards, nous ne les trouverons pas dans la poche d'un «quêteux», alors qu'il n'existe que pour environ 4 milliards et demi d'argent légal en circulation. Selon les statistiques de la Banque du Canada, il existe à peu près 4 milliards et demi de dollars en argent légal en circulation. Allons-nous payer toutes nos dettes avec 4 milliards et demi, alors que la dette fédérale s'élève à tout près de 48 milliards de dollars? Les dettes fédérales, provinciales, les dettes de

Approvisionnements d'énergie—Loi

tout le monde, dépassent 130 milliards de dollars, au Canada. Nous avons 4 milliards et demi pour les payer. Est-ce que nous allons, avec 4 milliards et demi, payer des développements de 5, 6, 7 ou 8 milliards? On n'a pas obtenu de chiffre à ce sujet. Ce sont des chiffres que je porte à l'attention de la Chambre, mais je suis certain que cela s'élèvera à près de 10 milliards. Nous avons 4 milliards et demi d'argent légal en circulation. Il va donc falloir émettre de nouveaux crédits. Ces nouveaux crédits seront émis à coups de dettes, à coups d'hypothèques, à coups de remboursements. Il faudra rembourser peut-être trois fois ou quatre fois plus que nous avons reçu.

Voilà l'hypothèse, monsieur le président. Les gouvernements devraient s'ouvrir les yeux, au lieu de rire de ce que nous faisons, de ce que nous avançons. Au lieu de rire des propositions que nous faisons et que nous demandons de mettre en pratique depuis longtemps, qu'ils s'ouvrent les yeux et les oreilles pour essayer de comprendre une bonne fois que nous ne pouvons pas développer indéfiniment un pays en l'endettant, en le «surendettant», en lui faisant toujours rembourser deux ou trois fois plus qu'il n'a reçu. Cela ne peut fonctionner et ne fonctionnera pas toujours. Cela peut fonctionner un certain temps, mais pas toujours. Je continue à citer:

Même si le prolongement du gel des prix à l'ouest de la vallée de l'Outaouais d'ici la fin de l'hiver a des relents d'opportunisme politique, la position générale du gouvernement Trudeau sur le régime de prix qui s'appliquera en longue période à l'industrie pétrolière demeure inchangée. Bien sûr, M. Trudeau convient désormais, avec le NPD, qu'une hausse des prix du pétrole canadien ne serait jusqu'à nouvel ordre ni nécessaire, ni justifiée; mais il brandit aussi «ce fait indiscutable» et «cette vérité désagréable» que l'ère de l'énergie abondante et bon marché est révolue.

Nous voulons empêcher les prix de monter, mais ce n'est pas le gel des prix qui arrangera le problème. On gèle les prix et ensuite, comme aux États-Unis, on est obligé de les dégeler, sinon les industries ferment leurs portes. Pour qu'elles ne ferment pas leurs portes, on est obligé de dégeler les prix.

Ce qu'il nous faut, monsieur le président, c'est ajuster les prix au pouvoir d'achat. Il faut donc diminuer les prix au lieu de les geler. Dans la technique économique que nous préconisons, il existe un mécanisme d'ajustement des prix qui abaisserait également le coût de production et le coût de la finance, ce qui permettrait de produire à bon compte pour les Canadiens, ce qui leur permettrait de vivre convenablement dans leur pays, qui regorge de richesses. Cela permettrait enfin la distribution des richesses, parce qu'elles appartiennent aux Canadiens. Elles n'appartiennent pas à quelques financiers qui n'ont jamais levé une pelletée de terre, qui n'en lèveront jamais une, non plus, et qui se servent simplement de leur crayon pour imprimer des chiffres et prêter cette comptabilité à l'État ou aux grandes sociétés, qui développeront l'énergie dont nous aurons besoin pour faire fonctionner le Canada. Nous faisons fonctionner le pays simplement grâce à la plume du banquier.

Le gouvernement doit prendre le contrôle de cette plume et obliger les financiers actuels à émettre de nouveaux crédits pour les nouveaux développements au coût d'administration. Monsieur le président, nous ferons alors quelque chose pour notre pays. Nous pourrions développer ce qui est physiquement possible et normalement bon à développer. Nous ne pourrions jamais le faire autrement, sinon en continuant à augmenter les dettes, les hypothèques, le coût de la vie et en organisant une espèce d'économie où la vie est impossible, où les gouvernements déposent les particuliers pour pomper l'argent dans les